



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/321
S/1997/689
5 septembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 154 de l'ordre du jour provisoire*
MESURES VISANT À ÉLIMINER LE TERRORISME
INTERNATIONAL

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-deuxième année

Lettre datée du 4 septembre 1997, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Le triple attentat à la bombe perpétré aujourd'hui dans la rue Ben Yehuda à Jérusalem n'était pas un incident isolé. Ce n'est que le dernier en date d'une série d'agressions terroristes commises contre des civils israéliens innocents. Et l'attentat d'aujourd'hui n'est pas non plus le fait d'un individu isolé ou d'un petit groupe marginal. Ces attentats répétés ont été appuyés par une large infrastructure terroriste située dans les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne. De fait, l'organisation Hamas a revendiqué cet attentat.

L'Autorité palestinienne doit être tenue pour responsable de ce qui est arrivé à Jérusalem. Ce serait une chose si les services de sécurité palestiniens déployaient des efforts très importants pour empêcher ces attentats et qu'ils se produisent malgré tout. Mais l'Autorité palestinienne a régulièrement manqué à ses obligations en matière de sécurité. Selon les dispositions de l'Accord intérimaire d'Oslo II conclu entre Israël et l'OLP, ainsi que de la note signée par les États-Unis, les Palestiniens se sont engagés à lutter contre les organisations terroristes et à démanteler leur infrastructure.

Au lieu de cela, l'infrastructure du Hamas et de la Jihad islamique s'est étoffée, car l'Autorité palestinienne a libéré de prison des centaines de terroristes. Celle-ci a par ailleurs bloqué la coopération en matière de sécurité avec Israël car elle veut s'en servir comme d'un atout politique dans les négociations. Enfin, l'accolade donnée par le Président de l'OLP, M. Yasser Arafat, aux dirigeants du Hamas légitime l'action de ce groupe aux yeux du public palestinien.

* A/52/150 et Corr.1.

L'État d'Israël considère que cette terreur est une menace pour la paix internationale et se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la défense de la population israélienne. La paix et le terrorisme sont tout simplement incompatibles. Israël attend de la communauté internationale qu'elle fasse comprendre très clairement à l'Autorité palestinienne qu'elle doit honorer les engagements qu'elle a pris de combattre le terrorisme. Le processus de paix ne saurait progresser sans l'élimination de l'infra-structure terroriste et une coopération étroite entre l'Autorité palestinienne et Israël en ce qui concerne les questions de sécurité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 154 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Dore GOLD
